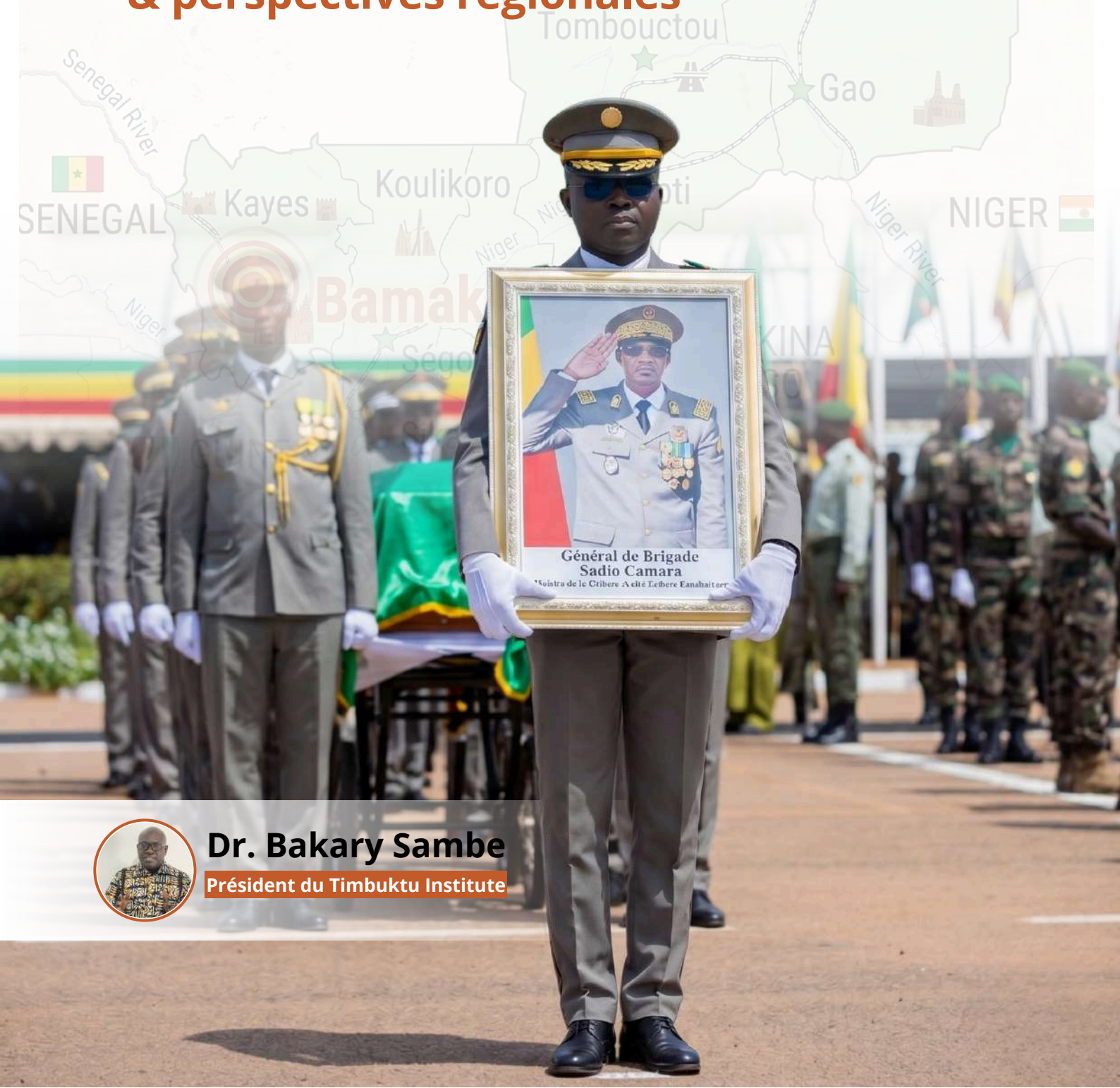


Lettre de l'Observatoire

SECURITÉ & DIPLOMATIE AU SAHEL - MAI 2026

Mali : Anatomie d'un séisme sécuritaire & perspectives régionales



Dr. Bakary Sambe

Président du Timbuktu Institute



TIMBUKTU INSTITUTE - AFRICAN CENTER FOR PEACE STUDIES

Lettre de l'Observatoire | Sécurité & Diplomatie au Sahel | Mai 2026

LETTRE DE L'OBSERVATOIRE

Mali : Anatomie d'un séisme sécuritaire et perspectives régionales

Alliance de circonstances, faillite de l'externalisation sécuritaire et opportunité diplomatique

Dr. Bakary Sambe

Président du Timbuktu Institute

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le 25 avril 2026 restera une date charnière dans l'histoire sécuritaire du Sahel et du Mali de cette dernière décennie. Six localités maliennes ont été attaquées simultanément par le JNIM et le FLA (Front de libération de l'Azawad), entraînant la mort du ministre de la Défense, le général Sadio Camara, et remettant en cause le contrôle militaire de Kidal. Ces opérations coordonnées révèlent une montée en puissance inédite des groupes armés et, malgré les efforts des FAMAs, marquent l'échec patent du modèle de sous-traitance sécuritaire russe (Wagner puis Africa Corps), incapable de tenir durablement les territoires face à des guérillas ancrées dans les réalités locales.

Dans ce contexte, l'alliance entre le JNIM et le FLA repose sur deux piliers : le rôle central d'Iyad Ag Ghaly, figure de liaison organique vu les allégeances communautaires, et des intérêts économiques partagés autour des trafics transsahariens. Il s'agit cependant d'une alliance de circonstances, dictée par l'ennemi commun – le régime de Bamako – et non d'un pacte stratégique durable. Les objectifs divergent profondément : le JNIM poursuit l'imposition évolutive de la charia sur un territoire élargi, tandis que le FLA, héritier des rébellions touareg, défend un projet d'autonomie ou d'indépendance de l'Azawad. Ces visions irréconciliables, dans le temps long, limitent la pérennité de leur coopération.

Pour le régime du général Goïta, dont la légitimité reposait presque exclusivement sur la promesse de rétablir la sécurité, ces événements constituent un choc politique. La reconquête symbolique de Kidal en 2023 est déjà contestée sur le terrain militaire, et le parallèle avec la crise de 2012 devient inquiétant. À court terme, les attaques suscitent un réflexe de ralliement national autour du pouvoir et surtout du « drapeau », mais cet effet reste fragile et volatile sur le long terme.

Sur le plan régional, l'Alliance des États du Sahel (AES) affiche une solidarité limitée aux déclarations et condamnations, contrainte par les difficultés internes de ses pays. La CEDEAO semble évoluer

vers un rôle de facilitateur et plus conciliant, tandis que les États côtiers craignent un effet domino. Dans ce contexte fragmenté, l'initiative togolaise de Lomé du 18 avril 2026 apparaît comme une opportunité diplomatique majeure. En réunissant autour d'une même table acteurs de l'AES, de la CEDEAO, de l'UA, de l'ONU, de la Russie, de la France et de l'Union européenne, le Togo s'est positionné comme un espace neutre de dialogue lors d'une réunion de Haut-Niveau le 18 avril 2026 à Lomé.

Le Timbuktu Institute, parlant à titre de Think Tank régional invité, a défendu, à Lomé, l'approche du « paquet indivisible » – sécurité, gouvernance, développement et démocratie – et proposé la création et l'activation d'un canal militaire et technique direct entre états-majors AES et CEDEAO pour partager le renseignement et coordonner les opérations sur le terrain vu l'ampleur des urgences qui ne peuvent attendre les longues tractations diplomatiques.

Face à cette crise multidimensionnelle, cinq pistes de sortie de crise semblent s'imposer : Sortir de l'illusion d'une solution purement militaire au Sahel et mitiger les stratégies actuelles ; engager un dialogue politique inclusif véritable (décentralisation substantive, meilleure gouvernance des ressources, révision ou amélioration de l'Accord d'Alger) ; soutenir les dynamiques citoyennes constructives maliennes (GRAIN, Imam Dicko, autres) favorables au dialogue inclusif ; construire une architecture régionale pragmatique autour de l'intérêt partagé de contenir l'expansion djihadiste en dehors des velléités diplomatiques AES/CEDEAO ; et privilégier des partenariats pragmatiques, non exclusifs et non substitutifs aux solutions endogènes.

Le 25 avril 2026 révèle les limites des approches sécuritaires externalisées et des fractures persistantes, mais ouvre opportunément une fenêtre de dialogue régional que la routine n'aurait sans doute pas permise dans le contexte actuel. L'urgence est désormais de transformer cette crise qui fut un électrochoc, en opportunité avant que la fenêtre de la prise de conscience, de la médiation et du dialogue ne se referme, en misant sur une réponse globale portée par les sociétés sahéniennes elles-mêmes bien qu'ouverte à tous les partenariats constructifs.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I. Anatomie d'une offensive préméditée	5
1 Une stratégie de patience, pas une improvisation	5
1.2 La mort du général Camara : un acte délibéré à triple portée ?	5
1.3 L'échec patent de l'Africa Corps : Effondrement du mythe russe ?	6
II. L'alliance FLA-JNIM : Entre convergence tactique, divergences téléologiques	6
II.1 Des fondations bien antérieures aux événements de 2026.....	6
II.2 Une alliance de circonstances, pas un projet politique partagé.....	6
II.3 La politisation progressive du JNIM : une évolution à surveiller	7
III. Le régime Goïta : la légitimité sécuritaire en question ?	7
III.1 La promesse sécuritaire au fondement du pacte politique	7
III.2 La multiplication des fronts : une contrainte stratégique nouvelle	8
III.3 L'effet paradoxal : entre rente politique inespérée et ralliement autour du drapeau	8
IV. Les acteurs régionaux et internationaux face à la crise.....	9
IV.1 L'AES : une solidarité de façade, des capacités limitées	9
IV.2 La CEDEAO et l'Union africaine : une volonté de réinsertion dans le jeu sahélien ?	9
IV.3 Le retour discret de Washington et la recomposition géopolitique	9
IV.4 Menace pour les États côtiers du golfe de Guinée ?	10
V. L'initiative de Lomé : un pont dans un paysage fragmenté ?.....	10
V.1 Le Togo comme « zone verte » diplomatique ?.....	10
V.2 Du « package indivisible » du Timbuktu Institute comme doctrine analytique.....	11
V.3 Difficile découplage entre technique et politique : une nécessité opérationnelle réaliste ?... 11	11
VI. Vers une sortie de crise crédible : conditions et perspectives	11
VI.1 L'illusion de la solution purement militaire	11
VI.2 Les conditions d'un règlement politique inclusif	12
VI.3 Au-delà des velléités béantes : vers un inattendu réveil citoyen constructif au Mali ?.....	12
VI.4 Une architecture régionale renouvelée.....	13
VI.5 Des partenariats extérieurs pragmatiques et non substitutifs	13
Conclusion : ne pas laisser se fermer la fenêtre ?.....	14

Introduction

Le samedi 25 avril 2026 restera une date marquante dans l'histoire sécuritaire du Sahel. Six localités maliennes attaquées simultanément, le ministre de la Défense, le général Sadio Camara, tué, la ville de Kidal de nouveau contestée : le JNIM et le FLA ont frappé de concert avec une coordination sans précédent depuis 2012. Cette note propose une lecture analytique et thématique de ces événements qui ont secoué la région fin avril. Elle examine successivement la nature de l'alliance entre les deux groupes armés (JNIM-FLA), ses fondements structurels et ses limites, les implications pour le régime de Bamako et ses partenaires extérieurs, la dynamique régionale et le rôle d'initiatives comme celles togolaises de Lomé dans ce contexte, avant de formuler des pistes de sortie de crise.

I. Anatomie d'une offensive préméditée

1 Une stratégie de patience, pas une improvisation

Les attaques du 25 avril 2026 ne constituent pas un coup de tonnerre sorti du néant. Elles s'inscrivent dans une logique que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) construisait patiemment depuis de longs mois. Les signaux précurseurs étaient lisibles : le blocus du carburant organisé fin 2025, la consolidation progressive d'un ancrage territorial dans le Centre et le Nord du Mali, et la montée en régime des opérations de harcèlement dans la région de Kayes. L'offensive du 25 avril fut l'aboutissement d'une stratégie de patience, loin de toute improvisation.

L'attaque coordonnée, conduite simultanément sur six fronts (Kati, Bamako, Gao, Sévaré, Mopti, Kidal) révèle une certaine montée en puissance opérationnelle et une connaissance fine des cibles qui imposent de réévaluer les hypothèses antérieures sur les limites militaires de ces groupes. Cette attaque de grande ampleur marque un saut qualitatif dans la coordination entre deux entités que l'on présentait jusqu'alors comme des partenaires occasionnels et mutuellement méfiants.

1.2 La mort du général Camara : un acte délibéré à triple portée ?

La mort du général Sadio Camara, ministre de la Défense, n'est pas un simple dommage collatéral. C'est un acte qui doit être lu, au moins, sur trois registres. Sur le plan opérationnel, les assaillants ont réussi à éliminer l'un des officiers les plus compétents du dispositif sécuritaire malien, fragilisant une chaîne de commandement déjà éprouvée. Sur le plan symbolique, ils ont démontré que le cœur même du système à Kati, siège du commandement militaire, était vulnérable et à portée leur surprenante puissance de feu. Sur le plan politique enfin, ils ont rendu visible une réalité longtemps esquivée : la sous-traitance de la sécurité n'est jamais une solution durable.

« L'externalisation de la sécurité a ses limites évidentes, et ces limites viennent d'être atteintes de façon spectaculaire. En rompant d'avec Barkhane malgré les efforts dans le domaine civilo-militaire et des investissements dans le développement, les nouvelles autorités avaient fait le pari de recourir d'abord aux supplétifs de Wagner et ensuite à Africa Corps sans obtenir les résultats escomptés tout en aggravant la méfiance dans les rapports qui étaient déjà heurtés entre l'armée et les communautés locales, notamment au Centre »

Sadio Camara était bien connu pour être l'architecte du rapprochement stratégique décisif avec Moscou. Sa disparition crée un vide qui touche à la fois la chaîne de commandement et l'équilibre interne du régime. Difficilement remplaçable en quelques semaines. D'ailleurs, le Chef de l'État, le Général Assimi Goïta n'a pas pu, début mai, s'empêcher de cumuler ses fonctions avec celles de Ministre de la Défense et des Anciens combattants.

1.3 L'échec patent de l'Africa Corps : Effondrement du mythe russe ?

Le départ chaotique des éléments d'Africa Corps de Kidal constitue un signal fort au-delà du seul plan opérationnel. L'échec russe au Sahel n'est pas que militaire : il est profondément symbolique. Un mythe s'est effondré ; celui d'une Russie capable d'assurer protection et sécurisation à des régimes qui lui confient leur destin. Ce fonds de commerce diplomatique et sécuritaire, sur lequel Moscou avait bâti une partie de son influence en Afrique de l'Ouest, risque d'en prendre un coup durable. L'Africa Corps a produit des succès tactiques locaux et temporaires, mais s'est révélé structurellement incapable de tenir des territoires face à une guérilla ancrée dans des réalités locales et communautaires profondes.

II. L'alliance FLA-JNIM : Entre convergence tactique, divergences téléologiques

II.1 Des fondations bien antérieures aux événements de 2026

Les événements du 25 avril semblent avoir rendu publique une réalité que Bamako avait toujours soupçonnée : l'existence d'acointances profondes entre mouvements djihadistes et mouvements du Nord. Il s'agissait là des premières attaques coordonnées d'une telle ampleur officiellement revendiquées conjointement par les deux organisations.

Deux éléments structurels permettent de comprendre cette jonction. Le premier est la figure centrale d'Iyad Ag Ghaly. Ancien chef rebelle touareg lors des insurrections des années 1990, il a ensuite été nommé au consulat du Mali en Arabie Saoudite en 2007 dans le cadre de la politique de réconciliation menée, à l'époque, par le président Amadou Toumani Touré. Il a, ensuite, fondé Ansar Dine avant de prendre la tête du JNIM à sa création en mars 2017. Son appartenance à la tribu touareg des Ifoghas constitue un lien humain organique entre les deux organisations. Dans cette tribu, Iyad ag Ghaly est associé à la fraction des Irayakan et s'est toujours considéré comme ayant la primauté sur son rival le Général El Hadj Ag Gamou, appartenant lui à la tribu des Imgad en s'appuyant sur l'idée d'une vassalité dans la hiérarchie touarègue.

Le second ciment est d'ordre économique. Les mouvements de rébellion du Nord et les organisations djihadistes sont tous deux décrits comme impliqués dans une économie criminelle parallèle par les trafics de marchandises et la contrebande transsaharienne, qui crée une communauté d'intérêts pragmatique indépendamment des alignements idéologiques.

II.2 Une alliance de circonstances, pas un projet politique partagé

Il serait, pour l'heure, imprudent, de conclure de cette convergence opérationnelle, l'existence d'une alliance stratégique de long terme. La qualification la plus juste est celle d'une alliance de circonstances : les deux groupes se sont ligüés pour combattre un « ennemi commun » - les autorités

militaires à Bamako - sans forcément partager les mêmes objectifs ni la même vision du Mali d'aujourd'hui ou de demain.

Le JNIM est une coalition née en 2017 de la fusion d'Ansar Dine, de la Katiba Macina et d'autres forces d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Son programme implique, dans sa conception originelle, l'application de la charia sur un territoire élargi. Si cette revendication est devenue moins centrale dans son discours récent, elle demeure structurellement présente au moins pour des raisons de constance discursive.

L'objectif du FLA est fondamentalement différent. Héritier de plusieurs décennies de rébellions touareg à travers le MNLA et la CMA, le FLA porte un projet d'indépendance ou d'autonomie élargie du territoire de l'Azawad, au nord du Mali. Ce sont des horizons politiques irréductibles l'un à l'autre. Il serait difficile de mobiliser la frange la plus active du JNIM - à savoir la Katiba Macina, née dans le Centre - qui a aussi ses revendications sous-jacentes - dans une cause jusqu'ici portée par des touaregs du Nord.

« Le JNIM va défendre ses intérêts et ne va jamais vouloir renforcer le FLA. Aujourd'hui, l'une des factions les plus importantes et actives du groupe se trouve dans le centre du pays et est menée par le djihadiste Amadou Koufa. Je ne pense pas que les communautés du centre vont aller se rallier à un mouvement irrédentiste du Nord malgré l'influence d'Iyad Ag Ghaly dont le rôle est fondamental pour le financement, la logistique et les relations extérieures du JNIM. »

II.3 La politisation progressive du JNIM : une évolution à surveiller

Un des phénomènes les plus significatifs à observer dans la durée est le regain de politisation progressive du JNIM et même au sein de la Katiba Macina. Le groupe pourrait chercher à se repositionner, non plus seulement comme une nébuleuse terroriste à vocation sahélienne, mais de plus en plus comme une force politique à objectif national intermédiaire malien, contestant le pouvoir en place sur le terrain de la légitimité politique autant que sur celui des armes. Cette évolution complexifierait considérablement le traitement du dossier sécuritaire malien, en le faisant basculer partiellement du registre antiterroriste vers celui de la gestion d'une opposition armée revendiquant une représentativité politique. La montée en puissance de figures emblématiques comme Bina ou Naby Diarra pourrait être lu par la volonté du JNIM de se débarrasser de l'étiquette d'un mouvement animé que par des populations « périphériques » et de brandir l'étendard de revendications politiques portées aussi par des acteurs d'autres communautés plus « centrales ».

III. Le régime Goïta : la légitimité sécuritaire en question ?

III.1 La promesse sécuritaire au fondement du pacte politique

La légitimité du régime malien issu du double coup d'État de 2020 et 2021 repose sur un fondement presque exclusif : la promesse de sécurité. La reconquête de Kidal en 2023 était le symbole soigneusement mis en scène de cette promesse alors partiellement tenue. Or, cette victoire est désormais sérieusement contestée par la réalité du terrain depuis même un peu avant les événements du 25 avril. Sans succès militaires tangibles et rapides pour régénérer le récit de la montée en puissance des FAMAs, la base narrative sur laquelle le pouvoir s'est, jusqu'ici, assis risque relativement de s'effriter.

Il semble que le gouvernement n'avait pas vraiment tiré les leçons de la reprise de Kidal. Plutôt que de jouer l'apaisement et de rouvrir le dialogue avec les mouvements du Nord dans le sillage des Accords - désormais caduques - d'Alger, il a opté pour un régime moins conciliant, galvanisé par la victoire avec l'appui des supplétifs russes. C'est peut-être les conséquences d'un tel acharnement qui a conduit progressivement à la situation actuelle d'enlèvement et de perte d'un gain militaire qui n'était que temporaire.

III.2 La multiplication des fronts : une contrainte stratégique nouvelle

Jusqu'au 25 avril, le régime gérait deux fronts distincts : la stabilisation des provinces du Nord face aux mouvements indépendantistes, et la lutte contre-insurrectionnelle contre les groupes djihadistes dans une logique de guerre asymétrique. La coordination entre le FLA et le JNIM viendrait changer fondamentalement cette équation stratégique devenue plus complexe.

« Les fronts vont maintenant se multiplier, ce qui ne va pas faciliter le travail pour Bamako. Et cela donne, de manière préoccupante, un air du déjà vu de 2012. »

Le parallèle avec 2012 est lourd de sens. Cette année-là, l'armée malienne était aux prises avec une crise sécuritaire dans le nord, née de l'insurrection du MNLA et des djihadistes d'Ansar Dine, conjuguée à une crise politique à Bamako qui avait débouché sur un coup d'État militaire. La configuration de 2026 présente des similitudes troublantes malgré les efforts communicationnels des autorités militaires qui ont tenu à rassurer la population lors d'une des rares conférences de presse organisées au Mali depuis 2022.

III.3 L'effet paradoxal : entre rente politique inespérée et ralliement autour du drapeau

Paradoxalement, la gravité des attaques produit un effet de consolidation, au moins, à court terme pour les autorités actuelles au pouvoir. Les événements du 25 avril ont provoqué un électrochoc au sein de la population malienne, un phénomène de ralliement autour du drapeau particulièrement intense, rarement ces derniers mois où commençait même à émerger un timide front d'opposition politique malgré la réduction souvent dénoncée de l'espace civique malien. En fait, à chaque fois que la question du Nord et de l'intégrité territoriale devient prépondérante, elle soude la population malienne, du moins à Bamako, autour de son armée. Le traitement de l'attaque dans les réseaux sociaux insinue l'idée d'un complot contre le Mali par des acteurs vus comme périphériques dans l'inconscient collectif et le roman national. Les autorités n'ont même plus besoin de communication galvanisatrice alors que les chances d'un potentiel soulèvement interne contre les autorités semblent se réduire le temps d'un ralliement quasi spontané autour du drapeau et des FAMAs même chez des acteurs assez réservés de la société civile.

Au risque d'être redondant, le narratif mobilisé par le régime est clair : le Mali serait, à nouveau, agressé à la fois par des ennemis intérieurs (le FLA) et par des puissances extérieures qui chercheraient à l'affaiblir via des groupes terroristes. Cette rhétorique du siège d'une nation résiliente renforce la cohésion intérieure et, paradoxalement, la position des autorités militaires. Elle rend toute voix discordante suspecte de trahison dans le climat patriotique ambiant, ce qui refroidit, pour l'heure, les ardeurs de toute opposition potentielle.

IV. Les acteurs régionaux et internationaux face à la crise

IV.1 L'AES : une solidarité de façade, des capacités limitées

La réponse des alliés du Mali au sein de l'Alliance des États du Sahel illustre les limites structurelles de la confédération. Le capitaine Ibrahim Traoré du Burkina Faso a qualifié les attaques de « complot monstrueux », une réaction jugée mesurée pour la circonstance par certains observateurs. Une certaine lecture réaliste s'impose : Ouagadougou est avant tout absorbé par sa propre situation sécuritaire. Le Niger, pour sa part, s'est limité à décréter une journée nationale de jeûne et de prières contre le terrorisme.

Pourtant, du point de vue juridique, les articles 5 et 6 de la Charte du Liptako-Gourma, scellant l'AES, prévoient un principe d'assistance mutuelle souvent comparé à l'article 5 de l'OTAN. Sur le papier, l'obligation de solidarité est claire. Mais, dans les faits, la menace sécuritaire interne à chaque pays membre en limite sévèrement la mise en œuvre. Les événements du 25 avril renseignent sur un fait : l'AES demeure une confédération qui n'a pas encore atteint son degré de maturité stratégique et opérationnelle, à commencer par la capacité effective à mutualiser ses forces armées même dans un contexte d'extrême urgence comme celles récemment vécue par un pays central de l'Alliance, le Mali.

IV.2 La CEDEAO et l'Union africaine : une volonté de réinsertion dans le jeu sahélien ?

L'appel de la CEDEAO à une « mobilisation régionale » doit être replacé dans son contexte. L'organisation cherche, avec beaucoup de volonté politique, à opérer une rupture d'image après avoir envisagé une intervention militaire au Niger en 2023, posture qui avait contribué à accélérer la fracture encore béante avec les pays de l'AES. Néanmoins, elle semble, depuis un certain temps, se repositionner en acteur facilitateur plutôt qu'en instance coercitive ou opposée à l'AES. Lors de la réunion de Lomé du 18 avril 2026, le ministre des Affaires étrangères du Mali, Abdoulaye Diop, avait lui-même assuré que les portes demeuraient toujours ouvertes pour dialoguer, mais à la condition du strict respect de la souveraineté des États sahéliens.

L'Union africaine, pour sa part, a invoqué ses mécanismes continentaux mais peine, comme par le passé, à les traduire opérationnellement. La création de l'AES semble avoir déstructuré une architecture de sécurité régionale déjà vacillante, dont les organisations régionales et continentales avaient été largement dépossédées durant plus d'une décennie au profit du G5 Sahel, dissout en décembre 2023. La CEDEAO prévoirait le déploiement d'une brigade antiterroriste de 1 650 à 2 000 hommes d'ici fin 2026, mais une mission de maintien de la paix plus large semble, pour l'heure, très incertaine.

IV.3 Le retour discret de Washington et la recomposition géopolitique

Au-delà du relatif désintérêt initial pour l'Afrique subsaharienne, on observe un regain d'attention de la diplomatie américaine, avec de hauts responsables qui effectuent, plus régulièrement, des visites dans la région y compris au Niger, d'où les militaires américains avaient été chassés. Les enjeux semblent avoir changé. Si les États-Unis perçoivent une fenêtre pour évincer les Russes du Sahel, Washington trouvera des arguments géostratégiques avec la question des ressources extractives

en arrière-plan pour développer une présence plus marquée au Mali et dans la sous-région. Ce mouvement de recomposition géopolitique pourrait s'avérer aussi déstabilisant pour certains qu'une simple continuation des équilibres antérieurs. Si les Russes arrivaient à laisser un vide stratégiquement exploitable, il serait difficile d'exclure toute tentation américaine de réduire l'influence du rival Chinois dont il faudrait priver un accès quasi-exclusif à certaines ressources dont regorgent le Mali et la région.

IV.4 Menace pour les États côtiers du golfe de Guinée ?

Pour les pays côtiers comme la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo, le Ghana, ce sont surtout les dynamiques sécuritaires au Burkina Faso qui concentrent les inquiétudes bien que le premier d'entre-deux, - la Côte d'Ivoire - soit dans une situation spécifique. En l'état, une aggravation de la situation malienne se ferait davantage sentir dans le Nord de la Côte d'Ivoire, l'Est du Sénégal ou le Sud de la Mauritanie. Le FLA n'a aucun intérêt à exporter la conflictualité avec Bamako si ce n'est les risques encore faibles d'une contagion touarègue au Niger. Elle n'opère pas non plus au Burkina Faso où les dynamiques sont différentes et sont plus liées au débordement de la situation malienne dans le Liptako Gourma. Pour autant, le risque d'effet domino à moyen terme ne doit être totalement écarté. Des vastes portions du territoire burkinabè demeurent hors du contrôle militaire effectif de Ouagadougou ; ce qui n'a pas laissé au Burkina Faso, une certaine marge pour voler au secours de Bamako. De même, le calme actuel, comme celui qui prévalait à Bamako avant le 25 avril, peut toujours cacher un tourbillon en formation, surtout si l'on prend en compte les récentes attaques et massacres de civils au Centre, notamment dans la zone de Bandiagara. À cela, s'ajoutent des débuts de nouveaux blocus opérés par le JNIM qui semblent rompre d'avec des accords locaux de trêve dans des localités du Centre pendant que la région de Kayes était devenue, pendant des mois, la principale cible du Jihad économique imposé par le JNIM pour tenter d'étouffer Bamako.

V. L'initiative de Lomé : un pont dans un paysage fragmenté ?

V.1 Le Togo comme « zone verte » diplomatique ?

Sept jours avant les attaques, le 18 avril 2026, se tenait à Lomé la Réunion de haut niveau sur la nouvelle Stratégie du Togo pour le Sahel (2026 - 2028), organisée à l'initiative du Président Faure Essozimna Gnassingbé et pilotée par le ministre des Affaires étrangères, le Professeur Robert Dussey. L'événement réunissait autour d'une même table les ministres des Affaires étrangères des trois pays de l'AES, des représentants de la CEDEAO, de l'Union africaine, des Nations unies, la Russie et des envoyés spéciaux de pays de l'Union européenne dont la France, ainsi que des chercheurs et acteurs de la société civile africains. Dans le contexte de fracture régionale actuel, cela pourrait ne pas être banal, à première vue.

Le Togo semble avoir réalisé une certaine prouesse diplomatique dans le climat de polarisation actuelle : refuser de choisir entre les deux blocs et se positionner comme ce que l'on peut appeler une « zone verte », un « espace de décompression où chaque partie peut s'exprimer sans que chaque mot soit immédiatement chargé de connotations politiques irréconciliables », comme confie une autorité régionale. La stratégie togolaise articule cinq piliers : bon voisinage, intégration économique, réponse sécuritaire, diplomatie multilatérale et approche holistique.

V.2 Du « package indivisible » du Timbuktu Institute comme doctrine analytique

La contribution du Timbuktu Institute à Lomé a consisté à défendre ce que l'on peut appeler le « paquet indivisible » : on ne peut pas traiter la sécurité en l'isolant de la gouvernance, ni la gouvernance durable sans le développement, ni le développement sans la démocratie. Dès lors que l'on sépare ces dimensions pour des raisons de commodité politique, on perd la cohérence de la réponse et l'on court à l'échec. Cette approche holistique s'oppose à la logique de compartimentage qui a dominé le traitement international du Sahel durant plus d'une décennie et qui a beaucoup joué en faveur d'une opposition plus qu'idéologique entre sécurité et ouverture démocratique progressive et où, pour des raisons de simple pragmatisme politique, on cherche à conditionner la réouverture de l'espace civique à la sécurisation définitive des territoires des pays de l'AES. Une telle doctrine ne reposant sur aucune thèse documentée, loin de ramener la paix et la stabilité, serait la porte ouverte à toutes les crispations génératrices d'instabilité chronique et d'insécurité.

V.3 Difficile découplage entre technique et politique : une nécessité opérationnelle réaliste ?

La proposition opérationnelle la plus urgente défendue à Lomé par le Timbuktu Institute, s'exprimant au titre de think tank invité, est la création d'un canal militaire et technique direct entre les états-majors de l'AES et de la CEDEAO, fonctionnant indépendamment des agendas politiques et diplomatiques du moment. Pendant que la diplomatie peut se complaire d'emprunter des voies inscrites dans le temps long, les impératif et urgences sécuritaires ne peuvent attendre. Un tel canal « pragmatique » permettrait un partage continu de renseignements, une coordination logistique et une concertation opérationnelle sur le terrain, sans attendre une réconciliation politique globale qui relève du temps habituellement long de la diplomatie.

« Tant qu'on mélange questions sécuritaires et querelles politiques, tout se bloque. Mais si des officiers qui partagent une même lecture de la menace peuvent travailler ensemble dans les urgences sans attendre les tractations diplomatiques, on peut espérer avancer. Même les terroristes ont compris l'enjeu de la coordination et du maillage territorial concerté dans une parfaite division du travail criminel et de déstabilisation de la région. »

Ce découplage du technique et du politique pourrait inspirer une des ruptures méthodologiques les plus significatives que l'initiative togolaise pourrait permettre. Signe de sa pertinence ? : lors de la réunion de Lomé, un ministre des pays de l'AES a lui-même qualifié la démarche togolaise de « concrétisation de la médiation », signal encourageant que les pays de l'AES ne ferment pas la porte au dialogue, mais exigent que toute initiative puisse respecter leur souveraineté. La CEDEAO, quant à lui semble avoir bien appris les leçons de la crise nigérienne. Et il faudrait l'appuyer dans ce nouveau rôle apparemment assumé.

VI. Vers une sortie de crise crédible : conditions et perspectives

VI.1 L'illusion de la solution purement militaire

Plus d'une décennie d'expérience empirique le démontre : il n'existe pas de solution purement militaire durable au Sahel. Malgré la différence de nature et de modes opératoire, la force conjointe du G5 Sahel et l'Africa Corps ont chacun produit des succès tactiques locaux et temporaires, au prix

d'un bilan humain lourd et d'un effet pervers structurel : le renforcement des narratifs djihadistes auprès des populations auprès desquelles les groupes armés se positionnent comme protecteurs des segments et couches marginalisés ou encore ostracisés. Ces groupes se présentent, de plus en plus, comme des protecteurs ou des réparateurs d'injustices face à des États perçus comme prédateurs, absents ou concédant des déserts sécuritaires. Chaque frappe mal ciblée, chaque exaction civile documentée, devient une publicité offerte aux recruteurs. L'histoire malienne depuis 1963 démontre de façon répétée que traiter la question touareg et du Nord par la seule force conduirait à l'enlèvement ; ce que le Niger a pu éviter sur la même lancinante question. Il faudrait, même, élargir davantage les cadres de concertation et de dialogue aux populations du Centre où la Katiba Macina continue de trouver un certain vivier sur un continuum de velléités intercommunautaire embrassant le Niger et le Burkina Faso.

VI.2 Les conditions d'un règlement politique inclusif

La voie réaliste vers une stabilisation durable exige un dialogue politique inclusif avec les mouvements touareg sur les questions de fond bien qu'ils ne soient pas les représentants exclusifs des habitants du Nord : décentralisation réelle et substantive, partage équitable des ressources extractives du Nord, l'intégration effective des élites locales dans les institutions maliennes, et une révision sérieuse de l'Accord d'Alger de 2015, jamais réellement mis en œuvre et qui demeure un contentieux ouvert.

Ces mêmes exigences d'inclusion s'imposent au Centre du Mali, où des populations n'ont pas beaucoup bénéficié d'opportunités de dialogue réelles comparées au Nord. Les milices d'autodéfense et une certaine répression ont produit des effets déchirants sur le tissu social et fortement entamé le sentiment d'appartenance nationale. En parallèle, la gouvernance civile doit être réhabilitée : la lutte contre la corruption, la restauration des services publics là où ils existent, la nécessaire transformation dans les attitudes d'une armée perçue comme partielle en une force véritablement nationale. C'est, en tout cas, l'un des moyens structurels de couper les groupes armés de leur base de recrutement alors que le processus d'endogénéisation du djihad entamé depuis, se précise de jour en jour et impose un dialogue entre le Mali et ses « propres enfants ».

VI.3 Au-delà des velléités béantes : vers un inattendu réveil citoyen constructif au Mali ?

Malgré un climat parfois délétère, la solution par le dialogue inclusif est l'une des idées les mieux partagées dans le landerneau politique malien. Bien qu'entretenant des relations difficiles avec les autorités actuelles, l'Imam Mahmoud Dicko, jadis figure centrale du M5RFP avait lancé en février 2026, un appel au dialogue pour « mettre fin au bain de sang », lors d'une Conférence africaine sur la paix à Nouakchott, en Mauritanie.

C'est dans ce même esprit d'une quête de solutions endogènes et citoyennes après une longue hibernation due au climat politique dans le pays, qu'il faudrait placer l'appel d'un Groupe citoyen le 6 mai dernier réitérant la nécessité de ce dialogue qui s'impose. Il s'agit du Groupe de Réflexion, d'Actions et d'Initiatives Novatrices (GRAIN) qui surfe sur le récent « ralliement autour du drapeau » évoqué plus haut en appelant solennellement à un dialogue inclusif et élargi comme voie privilégiée « face aux défis du Mali ». Reconnaisant la recrudescence de l'insécurité et aux défis politiques, le

GRAIN souligne l'impérieuse nécessité de réunir l'ensemble des acteurs nationaux dans un dialogue constructif, ouvert à toutes les sensibilités politiques, sociales et régionales, afin de transcender les clivages et de privilégier l'intérêt supérieur de la Nation.

Ce dialogue pour « transcender les clivages et privilégier l'intérêt supérieur du pays » devrait, d'après les porteurs de l'initiative, s'inscrire dans le strict respect des « valeurs républicaines, de l'État de droit et des principes démocratiques », conditions essentielles pour favoriser « l'émergence de solutions durables et partagées. », note l'Appel.

VI.4 Une architecture régionale renouvelée

La crise appelle une coordination multilatérale associant l'AES, la CEDEAO et des pays et partenaires comme l'Algérie, la Mauritanie de même que d'autres acteurs perçus comme neutres. L'approche de Lomé répond à cette exigence en partant du point d'accord minimal et une conscience partagée qu'aucun État de la sous-région ne veut l'expansion djihadiste sur son sol, plutôt que de conditionner toute coopération à une réconciliation politique préalable dont le calendrier échappe à tous.

« Le désaccord entre l'AES et la CEDEAO est fondamentalement politique : il porte sur la gouvernance, la démocratie, les modalités du changement de pouvoir. Ces questions sont réelles. Mais sur la menace terroriste elle-même, il n'existe pas de désaccord. C'est déjà un socle commun, et c'est à partir de ce socle-là qu'il faudrait nécessairement construire. »

L'histoire des processus d'intégration régionale enseigne que les crises sont souvent un moteur de la construction institutionnelle. L'Europe n'a pas bâti ses institutions dans la paix et la prospérité ; elle les a construites dans le trauma d'après-guerre, parce que le coût de la division ou de la dispersion des efforts était devenu insupportable. Le Sahel s'approche de ce seuil s'il n'est pas déjà dans une situation similaire qui impose une introspection collective. C'est une course contre la montre dans une phase critique de maturation du conflit où le JNIM n'a pas encore les capacités opérationnelles de vaincre l'armée et que cette dernière ne peut espérer signer dans l'immédiat une victoire définitive sur les groupes armés et/ou terroristes.

VI.5 Des partenariats extérieurs pragmatiques et non substitutifs

L'avenir ne réside ni dans la dépendance envers un partenariat unique ou même diversifié ni dans le rejet de toute coopération extérieure. Il appelle à des partenariats pragmatiques, souples, centrés sur la formation, la maintenance et le renseignement, le renforcement des capacités opérationnelle et sans logique d'occupation ni d'ingérence. La souveraineté des États sahéliens est un principe légitime ; elle ne doit pas être confondue avec le refus de toute coopération mutuellement bénéfique. Les solutions doivent être une base endogène, portées par les sociétés sahéliennes, légitimées par elles, pensées à partir de leurs réalités profondes partagées. Le Sahel ne sera pas stabilisé depuis Paris, Moscou ou Washington. Malgré l'apport nécessaire de tous, il faudra intégrer la nécessité d'accorder aux stratégies endogènes la dignité de solutions à appuyer.

Conclusion : ne pas laisser se fermer la fenêtre ?

Le 25 avril 2026 est une date charnière. Elle marquera une nouvelle phase dans la trajectoire sécuritaire du Mali et, au-delà, du Sahel tout entier. Elle révèle les limites de l'externalisation sécuritaire, l'imperfection des constructions régionales en cours à appuyer et la persistance de fractures politiques et identitaires non résolues. Mais elle ouvre aussi, paradoxalement, une fenêtre de dialogue régional que la stabilité ordinaire-devenue denrée rare - n'aurait peut-être jamais forcée.

La réunion de Lomé du 18 avril avait posé des fondations. Le 25 avril leur donne une urgence nouvelle et une légitimité renforcée malgré la nécessité de discuter et de renforcer toute stratégie quelle que puisse être sa pertinence. Il s'agit, désormais, de manière pragmatique et agile de bâtir sur ces fondations avec détermination, avant que la fenêtre ne se referme au rythme d'une actualité et d'une situation régionale difficilement maîtrisable. Avec la même détermination, au moins, que celle que les groupes armés mettent à défaire ce que des décennies de construction politique et sociale ont tenté d'édifier dans une région dont aucun pays, - de l'AES comme de la CEDEAO - ne peut, géographiquement déménager ou historiquement se désolidariser.

*“ Le déclic douloureux du 25 avril ne doit pas être une occasion manquée. Il doit être l'électrochoc qui convertit l'urgence politico-sécuritaire en architecture opérationnelle d'une synergie régionale plus que nécessaire. De même, il doit ouvrir une fenêtre pour répondre à cet appel pressant d'un acteur citoyen malien : **« le dialogue inclusif n'est plus une option : c'est l'ultime rempart contre le chaos. Le Mali se lève ou tombe ensemble. À nous de choisir ».**”*

◆ ANNIVERSAIRE • 2016 – 2026

10 ans

Une décennie au service de la **paix**,
de la recherche et du dialogue au Sahel

2016

2026



10+

Années de recherche
& d'analyse



20+

Pays couverts en Afrique



100+

Publications & notes
d'analyse

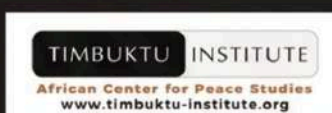


500+

Experts & partenaires
mobilisés

Penser, analyser, proposer .. Depuis 2016, le Timbuktu Institute s'est imposé comme un espace indépendant de réflexion stratégique sur la paix, la sécurité et la gouvernance en Afrique - ancré dans les réalités du continent, ouvert au monde.

Il poursuit aujourd'hui son action en faveur de la paix en s'investissant dans la médiation régionale et la diplomatie préventive



www.timbuktu-institute.org

Explorez notre impact et nos perspectives :



PERSPECTIVES 2026+

- Consolider le dialogue régional
- Amplifier la recherche-action
- Développer de nouveaux partenariats

TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies
www.timbuktu-institute.org



+221 77 869 84 90
+221 77 637 73 15



www.timbuktu.institute.org
contact@timbuktu.institute.org



Cite Keur Gorgui
BP 15177 CP 10700 Dakar Fann - SENEGAL